L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 28 MAI 1881. 54me Année.

Dufour, Dormont & Cie.,
Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS,
SAMEDI, 28 MAI 1881.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

VENTES A L'ENCAN

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Entrepreneurs, rue Royale, un grand nombre de ventes de propriétés améliorées et de terrains pour bâtir, dans les différentes parties de la ville (pour plus de détails, voir aux annonces de la 3e page.)

Par Spear & Buscher, à la Bourse des Négociants et des Entrepreneurs, rue Royale, vente publique d'une de propriété améliorée dans le second district ; avec le consentement de propriétaires résidents et absents ; No 147 rue St. Anne, entre Bourgogne et Rempart : maison à deux étages en bois ; No 149 rue St. Anne, entre Rempart et Bourgogne : magnifique résidence en briques à deux étages avec appartements ; No 249 rue Bourgogne, entre Ursulines et Hôpital : belle résidence en briques à un étage avec jouissance ; No 181 rue St. Louis, entre Bourgogne et Dauphine : jolie résidence en briques à un étage, entre pistons ; No 129 rue Bienville, entre Bourbon et Dauphine : magnifique résidence en briques à deux étages, convenable pour docteurs, dentistes et autres hommes de profession ; Nos 283 et 285 rue Ursulines, entre Bourbon et Dauphine, résidence à deux étages, en bon ; magnifiques et grand cottage élevé en bois, et terrains rue Dorgenois, entre Ursulines et Hôpital ; No 16 rue Conti, entre Chartres et Vieille-Levée : magasin en briques à deux étages, propriété améliorée de très grande valeur dans le deuxième district : No 107 rue Orléans, entre celles Remparts et Bourgogne ; Nos 215 et 217 rue Bourgogne, entre celles Dumaine et St-Philippe ; No 177 rue Bourbon, entre celles Ste Anne et Dumaine.

Par C. E. Girardey, à la Bourse d'Encan St-Charles, rue St-Charles, sous limite, pour adhérer à la liquidation des affaires et la dissolution d'une société, magasin dans le vaisseau du marché français, rue Decatur en Vieille-Levée, entre Ursulines et Hôpital ; terrain et maison rue St-Louis ; terrain et cuisine à Camp, entre François et Union ; vente judiciaire de propriétés améliorées et de terrains non s'améliorant, sur la rue du Canal ; deux maisons sur la rue St-Joseph, entre St-Charles et Carondelet ; cottage en bois et trois terrains sur la rue Bienville, en face de l'Asile du Bon Pasteur.

Par W. I. Hodgson, à la Bourse d'Encan St-Charles, rue St-Charles, grande vente importante de propriétés de valeur dans le Premier, Deuxième, Quatrième et Sixième Districts, résidences, cottages, boutiques ; propriétés de valeur améliorées dans les Premier et Quatrième Districts ; la maison de résidence élégante en briques No 144 rue Carondelet, entre Lafayette et Girod.

Par Henry & O'Connor, à la Bourse d'Encan St-Charles, rue St-Charles, la propriété la plus entièrement offerte en vente, à proximité du marché français et du marché aux légumes et additionnel au marché aux fruits et au marché bonne, dans le Second District, le Magasin Rouge No 3 ; propriété améliorée et terrain dans le Sixième District, à long crédit ; résidences rue Magazine, près Jackson, et magasins rue Peters, Deuxième District.

Par James F. Guinault, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, vente pour offertoire un partage d'une très jolie résidence de famille à deux étages, rue St-Louis No 70, en parfait état ; deux maisons enseignes de la rue Prieur et du Canal Carondelet, Nos 215 et 217.

Par D. E. Murphy, à la Bourse d'Encan St-Charles, rue St-Charles, propriété améliorée à la Baie St-Louis, contiguë à l'Hôtel Steubben ; annexes Nos 108 et 110 rue des Magasins, vieux.

Attention, capitalistes.—Vente importante et prospective du Beau consolidée de la ville, par C. E. Girardey, aujourd'hui, à midi et demi à la Bourse d'encan St-Charles.

Grand de Barg'ins, aujourd'hui à midi en propriétés de ville, comprenant des magasins et vente dans des localités centrales ; Résidences et terrains propres à bâtir situés dans les meilleurs quartiers du 1er, 2me, 3me et 4me Districts.

Pour les termes et détails voir les annonces descriptives et les plans à la vente. La vente est péremptoire, par C. E. Girardey, encanteur, à la Bourse d'encan St-Charles, par ordre de l'Hon. cour civile du District, pour compte de successions et autres.

Vitres, vitres.—Voyez l'annonce d'encan de D. E. Murphy.

LES ABATTOIRS.

La question des abattoirs est complexe. Quand par une loi, faite *ad hoc*, ils furent transférés du quatrième district au bas de la ville, on se servit de raisons sanitaires pour justifier le changement annuel on ajouta deux privilèges en faveur de la nouvelle exploitation, le droit de réservoir exclusivement les animaux vivants qui arriveraient ici pour les besoins de la boucherie, et le droit de les abattre moyennant une certaine compensation. Ils devaient être construits, en outre, sur la rive droite du fleuve. Il y avait donc là comme un triple monopole dont le résultat devait être, comme il l'a été en effet, très défavorable aux consommateurs.

On fut obligé d'en passer par là, cependant, mais les plaintes furent vives, sensuites, et bien qu'on répondît toujours à ces plaintes que la mesure avait été forcée pour sauver les eaux du fleuve de toute impureté à l'endroit où les waterworks les prennent pour les distribuer dans la ville, on n'accepta pas cette raison et une association de bouchers acheta le privilège et construisit sur la rive gauche, à la limite supérieure de la paroisse St Bernard, les abattoirs qu'on y voit aujourd'hui et qui pouvaient tout d'abord donner satisfaction au sentiment moral sinon aux intérêts de la population consommatrice. On fut bien aise tout d'abord de voir le privilège passer des mains de tripotoum dénagers aux mains d'hommes connus qui, par leurs anciens établissements et par la fusion de leurs intérêts avec ceux du peuple, donnaient des garanties de nature à contenter à peu près tout le monde.

Leur début, qui fut signalé par le transfert des abattoirs d'une rive à l'autre du fleuve, plut beaucoup, et pendant un temps on ne voulait pas s'apercevoir que le nouveau régime n'en exerçait pas moins que l'ancien les droits attachés par la loi au privilège et qui le constituaient.

Payer des droits d'abattage et d'inspection d'un côté ou de l'autre, c'était toujours les payer et c'est contre ce monopole qu'on vit bientôt s'élever maintes protestations judiciaires qui n'eut pris fin que par le décret de la convention abolissant tous les monopoles moins ceux des chemins de fer qui se justifient par l'assentiment et l'intérêt public.

La cour suprême ayant déclaré depuis que la loi relative aux abattoirs était devenue inconstitutionnelle, il s'en suit que le monopole est éteint et que chaque boucher a le droit d'abattre ses animaux où il voudra pourvu qu'il se conforme aux réglements de bureau de santé et du gouvernement de la ville. Ces réglements sont gênants pour l'exploitation des marchés, et nous ne voyons pas quant à nous, ce qu'on gagnerait à la disséminations des établissements d'abattage. La question est donnée ici par trois considérations de premier ordre, la liberté de l'industrie, la raison de salubrité et l'intérêt de la consommation. Il n'y a rien de plus respectable que ces trois intérêts comme principes, mais ils ne sont peut-être pas égaux en importance réelle.

Est-il bien clair, en effet, qu'il prouvé que les abattis d'animaux, jetés dans le fleuve ou vicient les eaux de manière à nuire essentiellement à la santé publique ? Nous avons peine à le croire quand pareillement ces abattis n'ont rien de mal sain en eux-mêmes et quand, secondement, ils sont immergés tout frais dans une masse d'eau roulante aussi profonde et aussi vaste que celle du Mississipi. En tout cas le transfert des abattoirs au bas de la ville ne nous a pas garantis de l'épidémie de 1878, et nous n'avons vu nulle différence entre le caractère de cette épidémie et le caractère de toutes les autres épidémies qui l'ont précédée, à des époques et les abattoirs étaient situés au dessus de la ville.

Nous ne voudrions pas toutefois prendre sur nous la responsabilité d'une décision favorable à l'ancien état de choses, bien que la ville, par l'extension démesurée de ses limites, semble exiger que les abattoirs soient disséminés un peu partout. Quel avantage y aurait-il, s'il faut toujours que ces établissements soient situés au bas de la ville, à en construire de nouveaux dans le voisinage des anciens ? Il y aurait un avantage de quelques ilots seulement dans le transport des viandes aux divers marchés. Très peu appréciables pour les marchés les moins éloignés, ces avantages ne seraient pas appréciables du tout pour les marchés situés dans les districts supérieurs, et nous ne voyons pas qu'il en résultât le moindre diminution dans le prix de la viande de boucherie. Au contraire, ce prix pourrait être encore élevé en raison des frais qu'auraient occasionnés les nouveaux établissements. L'Union des bouchers est animée sans doute d'excellentes intentions, mais elle n'en sera pas moins obligée d'employer un certain capital pour l'exécution de son projet ; il faudra qu'elle se conforme aux décisions du Bureau de santé quant au local ; il faudra, en outre, qu'elle se soumette à tous les réglements de police qui ne manqueront pas de lui être appliqués, si les abattoirs sont situés dans les limites urbaines ; comment toutes ces entraves pourraient-elles procurer un changement de prix favorable à la consommation ?

On répond à cela, qu'on aura le bienfait de la concurrence et que ce bienfait combinera nécessairement une amélioration favorable au public. Cela devrait être, en effet, mais nous avons vu souvent le contraire en pareil cas pour d'autres entreprises. Il en résulte tout d'abord une différence dont on a lieu de s'applaudir ; mais cette différence ne tarde pas à être très préjudiciable aux intérêts des compagnies, et après un certain temps de souffrances et de pertes, ces compagnies comprennent que, pour ne pas succomber, il leur importe de s'unir entre elles et de faire cause commune dans l'exploitation de leur industrie. Alors, elles conviennent d'un prix de vente, qui rétablit l'ancien ordre de choses, et souvent qui l'aggrave, au grand détriment du public.

Si l'Union des bouchers construit son abattoir du côté d'Algier, il n'y aura assurément aucune hésitation dans les inconvénients signalés ; les frais seront les mêmes et le transport aussi coûteux. Tous les marchés ne sont pas sur les bords du fleuve. Pour deux ou trois qui n'en sont pas éloignés, il y en a un plus grand nombre dans l'intérieur de la ville, et qui obligeraient les charrettes à faire un long trajet avant d'arriver au but. Nous mentionnerons le marché des Magasins, le marché des Dryades, le marché Poydras, le marché Claiborne, le marché Trémé, le marché St-Bernard. Faudrait-il d'ailleurs que l'Union fît des abattoirs en face de chacun des marchés construits dans le voisinage des Levées ? Il le faudrait cependant pour répondre aux nécessités de chacun d'eux, car le marché Français est à une grande distance du marché Ste-Marie et ce dernier à une grande distance du marché Bourgogne, du marché de la Nouvelle-rue et de tous les autres marchés du Sixième District.

Nous n'insisterons pas sur les frais que entraînerait tous ces établissements divers, parce que nous savons que l'Union des bouchers est bien résolue à éviter l'inconvénient majeur de la traversée du fleuve et que son plan bien arrêté est de construire son abattoir sur la rive gauche, et de cela nous croyons qu'elle a raison ; mais en cela aussi nous ne voyons pas quel bénéfice il en résultera pour elle et pour les consommateurs, et, en tout cas, elle est obligée de s'établir à l'extrémité, ou près de l'extrémité inférieure de la ville. Il n'est pas probable que le Bureau de Santé obéi sur ce point. Par la dernière loi qui constitue ce bureau, il est revêtu de pouvoirs souverains pour tout ce qui concerne la salubrité publique, et il serait soutenu encore, en cas de besoin, et par l'association sanitaire et par le conseil de ville, et même par l'opinion publique. Comment l'Union des bouchers, serait-elle pour surmonter tous ces obstacles et réduire à zéro tous ces empêchements ?

Cela ne prouve pas cependant qu'elle n'ait pas raison de se plaindre, et que les consommateurs de bœuf et de veau ne soient pas fondés à se plaindre aussi. Il est certain que la bonne viande est à un prix exorbitant, et que toute mesure ou toute entreprise, ayant pour but de la faire baisser, serait regardée comme un bienfait par la masse de la population. C'est un motif fort légitime pour l'Union de persévérer dans ses vues, mais nous croyons que le meilleur moyen de les réaliser est de proposer des conditions à l'ancienne compagnie et de la menacer de concurrence et qu'elle ne veut pas les accepter. Un arrangement à l'amiable vaudrait mieux que toute combinaison de rivalité industrielle.

The Louisiana State Register.

Sous ce titre, M. Cesar Arroyo, secrétaire d'Etat, vient de livrer à l'impression, un ouvrage dont l'utilité sera immédiatement appréciée de tous. Ce régistre officiel contient non seulement un résumé de l'histoire et un exposé de statistique de la Louisiane, depuis son premier établissement comme Territoire jusqu'à son admission comme Etat, mais encore une liste de tous les officiers d'Etat et de paroisse nommés par le gouverneur.

Comme résumé historique l'ouvrage offre beaucoup d'intérêt, et comme Bulletin officiel, il en offre plus encore, car tout homme mêlé aux affaires publiques peut en avoir besoin fréquemment. Il s'ouvre par la liste de tous les Gouverneurs depuis W. C. C. Claiborne, qui gouverna ce pays pendant douze ans, et dont une mort prématurée mit fin à une carrière politique qui s'annonçait comme devant être beaucoup plus longue, jusqu'au Gouverneur Louis A. Wiltz qui ferme la série.

Après cette liste vient celle de tout le personnel administratif de l'Etat et de tous les officiers des paroisses, y compris les juges et tous les officiers de la milice, liste suivie par un tableau des agences d'assurances et de l'enregistrement des électeurs dans toutes les paroisses de l'Etat de la Louisiane. Ces dernières informations ont un intérêt puissant.

Puis vient l'exposé de la dette consolidée et flottante de l'Etat, se terminant par une récapitulation fort instructive. Le recensement de la population occupe une large place dans ce régistre où il est donné paroisse par paroisse avec un total de 940,263. Le travail de M. Arroyo se termine par un exposé de la dette et du gouvernement de ville, par une série de dates sur les incorporations successives des paroisses, et par une foule d'autres renseignements qui ont une grande valeur. Nous félicitons Mr. Cesar Arroyo d'avoir accompli une œuvre qui faisait réellement besoin et qui a dû lui coûter beaucoup de soin et d'application.

Adjudication de la ferme des quais.

On verra plus loin, dans notre rapport de ville, la lettre du capitaine A. Aiken, de l'association des bateaux à vapeur, lettre où il précise les conditions auxquelles il offre de prendre la ferme des quais. La base du tarif du capt. Aiken est la base actuelle, d'après l'ordonnance du 19 juin 1875, attendu que l'ordonnance du 17 mai 1881, par laquelle on annonçait que l'adjudication serait faite au commissionnaire qui s'engagerait à réduire le plus les droits de wharfage, ne contenait aucun tarif.

Le capitaine Aiken accepte le bail et le contrat des quais et levées sauvant les stipulations de l'ordonnance, seulement il s'engage à ne pas dépasser le taux de 15 cents par tonneaux pour les steamers venant de Pontan, et à la troisième année du bail il réduira de dix pour cent la taxe sur les bateaux à vapeur et barges et autres embarcations à licence, employés à transporter régulièrement des marchandises sur le Mississippi.

En outre, pour la quatrième et cinquième année, il s'engage à faire une réduction de 20 0/0, chaque année, sur les taux fixés par l'ordonnance du 19 janvier 1875. Une grande déduction sera faite pour les navires venant ici sur lest prendre des chargements de grains. La taxe à leur égard n'excédera cinq cents la tonne que quinze jours après leur arrivée, et la charge additionnelle ne sera que d'un tiers de cent par tonne pour chaque jour subséquent.

Il y a aussi d'autres différences qui seront un allégement immédiat des charges qui pèsent sur la marine dans le port de la Nlle-Orléans. Au bout de deux ans, cet allégement sera encore plus sensible. Comme les autres stipulations de l'ordonnance sont acceptées par le capitaine Aiken, stipulations qui nombre des quelles se trouvent l'éclairage du port par l'électricité, l'entretien d'une police, la pose de fosses d'aisance le long des quais, et le payement d'une somme annuelle de $40,000 pour la réparation des levées ou pour d'autres objets concernant le port, nous devons constater que ces dernières sont comprises dans le contrat quand même elles ne sont pas reproduites dans la lettre du capitaine Aiken.

La commission a été acceptée ainsi par le Conseil de ville à la presque unanimité, M. Fitzpatrick ayant seul fait dissidence. Nous félicitons l'administration d'en avoir fini avec cette affaire. Le marché aurait pu être meilleur pour la marine, mais tel qu'il est, il vaut cent fois mieux qu'une agence municipale avec laquelle il n'y aurait ni que des payes et jamais de profit. Le Capt. Aiken est un homme très grave, et nous le croyons parfaitement en état de mener le contrat à bonne fin.

La marine marchande des Etats-Unis.

D'après le rapport du chef du Bureau de Statistique des Etats-Unis, M. Joseph Nimmo, le tableau si brillant de commerce de ce pays n'est pas sans quelques ombres.

Assurément l'agriculture et l'industrie ont fourni de magnifiques résultats. Les exportations en matières alimentaires ont atteint 1 milliard 440 millions ; en coton et en filasses de coton, 1 milliard 58 millions ; en huiles minérales, 181 millions ; en tabac, 93 millions ; en matières premières diverses, 635 millions. Soit, pour les cinq branches principales de l'exportation, seulement 3 milliards 406 millions.

Mais d'un autre côté, la statistique constate une véritable décadence de la marine marchande américaine. Sur les marchandises partant des ports des Etats-Unis ou y arrivant, les navires américains en transportaient encore 28 pour cent en 1877 ; à cette heure, la proportion est tombée à 17.6 pour cent. La marine étrangère a le reste, soit 82 pour cent.

La navigation de cabotage elle-même a beaucoup baissé au cours de la dernière année fiscale : en 1874, la marine consacrée à ce service disposait d'un tonnage de 3,283,439 tonneaux ; à cette heure, elle est tombée à 2,637,685 tonneaux. Il faut noter ici que la concurrence étrangère n'est pas la cause de cette décadence du cabotage américain. Ce cabotage, aux Etats-Unis, est interdit aux navires étrangers.

On voit par ces deux faits que le système de protection outrance n'est pas sans inconvénient, et les Etats-Unis commencent à éprouver qu'il peut faire payer assez cher ses bienfaits apparents.

Fortunes nationales.—Les Anglais, grands amateurs de statistique, publient dans un *Magazine*, les documents suivants sur la richesse de nations. D'après les évaluations de ces calculateurs, la fortune nationale s'élève, pour l'Angleterre et ses colonies, à 44 milliards 400 millions ; pour la France, à 36 milliards 700 millions ; les Etats-Unis, 32 milliards ; l'Allemagne, 22 milliards ; la Russie, 15 milliards ; les Pays-Bas, 11 milliards.

Le revenu annuel moyen par tête est évalué : aux Iles Britanniques, à 165 dollars ; dans les Pays Bas, à 130 ; en France, à 128 ; aux Etats-Unis, à 165 ; dans les colonies anglaises, à 90 ; en Allemagne, à 86 ; dans les pays scandinaves, à 85 dollars.

Billets gagnants.—Voilà une famille dont les billets ayant gagné au dernier tirage de la loterie de l'Etat de la Louisiane qui a eu lieu le 10 mai dernier, l'un, acheté par Geo. F. Denham, courtier de marine à Boston, rue Kilby 246, le premier gros lot de trente mille piastres ; l'autre, acheté par Matthew Wilson, 19 Cooklyn, New York, et D. E. Vénsalle, No 869 rue Hospitalière, Philadelphie, le second gros lot de dix mille piastres ; le troisième, acheté par Fredd Schroeder et A. D. Riffel, avenue Leger 225, Toledo, Ohio, le troisième gros lot de cinq mille piastres ; le quatrième, acheté par Hawkins, Brewer, Baltimore Maryland, par l'intermédiaire de la Banque de Marine Nationale de Baltimore, le quatrième gros lot de deux mille cinq cents piastres ; enfin le cinquième, acheté par F. F. Morgan, New York ; le quatrième gros lot de deux mille cinq cents piastres, le montant de tous ces divers billets gagnants ayant été payé immédiatement en chèche tirés par la compagnie sur la Banque Nationale de la Louisiane. Nul retard, nulle déduction, nul escompte. Aussitôt gagné, aussitôt payé sans la moindre demande d'explication ou sans la moindre objection.

Déballages.—Il y a toujours du nouveau dans les déballages de grandes maisons et les acheteurs n'ont alors qu'un embarras : celui du choix mais c'est un embarras agréable.

Nous prenons plaisir à enregistrer les noms de quelques articles qui vont être offerts en vente, à l'Etoile Rouge : encore pins en chevreau, pour dames, COUPE NOUVELLE, pantoufles unies avec TALONS AMERICAINS et avec talons LOUIS XV, bottes et pantoufles blanches pour fillettes, brillantes POINTS et ARGENTES pour enfants, pantoufles DOREES pour bébés, pantoufles bronzées, blanes et noires, pour bébés. Bottes à boutons, ENVIRON DIX GENRES NOUVEAUX. Nous prenons plaisir à rappeler aux dames que tout acheter à l'Etoile Rouge porte le cachet original d'un parfait élégance. Tous les articles, de premier ordre, sont fabriqués spécialement pour la maison.

Expédition d'un Mévéend.

Le Rév. C. A. Harvey, D. D. de l'Université de Harvard, de Cambridge, a adressé la lettre suivante à MM. E. Harvey & Co., de Rochester New York :

Messieurs, je prends plaisir à certifier que je connais depuis deux ans le remède connu de vous sur latitude : le "Safe Kidney and Liver Cure," et que je connais aussi en remarquable efficacité dans le cas de maladies Malvalentes et malignant incurables de Bright en cette ville. Dans quelques-unes de ces maladies, qui étaient les plus graves et arrivées déjà presque à leur dernier degré, et qui avaient été abandonnées par les docteurs, deux bouteilles de votre remède ont produit une amélioration graduelle par ce remède m'a paru vraiment miraculeuse. Je suis convaincu que pour les cas de Bright, à quelque degré qu'elles soient arrivées, il n'y a pas de remède qui puisse être mis en comparaison avec celui de Warner.

Respectueusement votre,

C. A. HARVEY.

Le Trésor de Paix.

Nous lisons dans un journal du soir :

Quand notre gouvernement a emprunté dernièrement un milliard, quelques journaux allemands et certains journaux français ont prétendu que c'était un emprunt de guerre.

Nous avons alors protesté de notre mieux contre une semblable assertion perfide de la part de nos voisins, infâme de la part de nos nationaux.

Nous avons dit et démontré que cet emprunt, souscrit quinze fois par l'Europe entière et plus de dix fois par la France seule, était destiné à subventionner les grands travaux publics dont le plan général tracé par M. de Freycinet indique l'achèvement prochain.

Les événements viennent de confirmer nos dires avec un tel éclat, les faits prouvent si bien que la France n'a nul besoin ni nulle envie de se préparer, comme la dynastie des Hohenzollern, un trésor de guerre immobilisés durant la paix, —que nous voulons aujourd'hui faire un peu de chiffres avec nos lecteurs et leur montrer ce que la France a dans ses poches.

A la commission du budget, M. Magnin, ministre des finances, a fait savoir que la plus-value des impôts, pour le mois d'avril qui vient de s'écouler, était de douze millions.

On se souvient,—nous l'avons annoncé déjà,—que les trois premiers mois de l'année 1881 avaient donné une plus value de cinquante-deux millions. C'est donc un excédant de recettes de soixante-quatre millions pour quatre mois, ce qui fait présumer, pour toute l'année, une plus-value de deux cents millions de francs environ.

Cela étant, et les frais de l'expédition de Tunisie devant monter à une quarantaine de millions à peu près, on pourra les solder sans faire appel aux contributables et sans même toucher à l'indemnité de guerre que le bey de Tunis a été forcé de ces tribus, sera bien obligé de nous payer pour avoir si mal fait la police chez lui.

Tous ces frais payés, et lorsque nous aurons un même compte liquidé ces mille dépenses supplémentaires que ne prévoit jamais un budget régulier, il reste disponibles cent millions de francs, qui pourront servir à établir les prévisions de l'exercice prochain et par conséquent à dégrever certains impôts.

On parle, dès à présent, de l'impôt sur le papier comme devant bénéficier de cette situation. La commission du budget aurait porté à dégrever enfin cette matière des droits excessifs qui pèsent sur elle.

Ainsi, pour cette année 1881, malgré les frais d'une expédition coûteuse, et qui compte une indemnité de guerre qui ne rentre pas immédiatement, le budget de la France n'est pas seulement en équilibre, il se soldera par un excédant considérable, dont une notable partie servira l'an prochain à dégrever certaines matières imposables. Il me semble qu'il y a là pour notre pays de quoi se montrer bien fier.

Au lieu d'enfouir dans les caves du ministère de la guerre, comme nos voisins des bords de la Spree, des masses d'or en vue de la conquête, il dépense largement pour les besoins de l'agriculture, pour le progrès des chemins de fer, pour l'amélioration de nos ports, pour l'instruction, pour le commerce. Il opère sur le sol des sommes immenses.

Ce n'est pas un trésor de guerre, qu'il entretient, c'est un trésor de paix qu'il nourrit sans cesse par de nouveaux sacrifices.

Mais il en est bien récompensé, car l'activité nationale est décuplée, car les lourds impôts trop féconds vont pouvoir être successivement allégés, — et la France voit enfin cette rareté ; une guerre commandée par l'intérêt national, qui peut lui rapporter beaucoup et qui ne lui coûtera rien.

Le Jeu d'échecs.

L'archevêque de Cantorbéry étant un jour à se promener dans un bois attenant à une de ses maisons de campagne, aperçut un homme seul, qui paraissait profondément occupé, et qui parlait avec action, comme s'il eut été avec quelqu'un. Curieux de savoir ce que faisait cet inconnu, il envoya quelques-uns de ses gens pour l'observer. Ceux-ci, de retour, redoublèrent sa curiosité, en disant que cet homme parlait et répondait, quoi qu'il fut seul ; qu'il s'était plaint de son ennemi à l'épée et n'avait pas répondu à leurs questions.

L'archevêque, résolut de le voir lui-même, ordonna à ses gens de s'écarter et s'approcha seul de cet étranger. Il fut si un compliment auquel l'autre répondit très bonnêtement. Le conversation s'engagea, quelqu'elle fut souvent interrompue par l'inconnu qui paraissait fortement occupé par d'autres objets : "Que faites vous ? lui demanda enfin le prélat ?"—"Je joue, répondit l'étranger.—Vous jouez ! et avec qui ? Vous êtes seul.—J'en conviens monseigneur, vous ne voyez pas celui dont je fais la partie : C'est Dieu lui-même.—Vous jouez avec Dieu ! La partie, en effet, n'est pas ordinaire, reprit le prélat étonné.

Il ne doute pas qu'il n'eut à faire à un fou, et résolut de s'en amuser, parce qu'il lui paraissait paisible. Il continua ses questions : "Et à qui est le coup ?—C'est à lui à jouer.—Il devrait bien les plus recherchés aujourd'hui. La célébrité dans le construction (iron frame, maple beadstead around the tuning pin) les met à l'abri de toute concurrence. M. Worlein vient d'en recevoir un grand nombre, et invite ses clients à venir les voir, que ceux-ci veuillent acheter ou non.

—Et a-t-il gagné ?—Il a combien perdu-vous ?

—Cinquante guinées.

—La perte est considérable : Comment payez-vous cela ! Dieu grand-il votre argent !

—Non, les pauvres sont ses trésoriers ; il m'envoie toujours quelque homme qui reçoit mes dettes, et en fait la distribution aux malheureux. Vous êtes venu, monseigneur, c'est Dieu lui-même qui vous a conduit ici, et je vais m'acquitter.

A ces mots, le joueur tire une bourse, compte cinquante guinées, les remet au prélat et en retire en disant qu'il ne veut plus jouer ce jour-là.

Le prélat étonné, ne savait que penser de cette aventure. Il regardait l'argent, se rappelait les discours du joueur, et se reprochait de l'avoir jugé fou. Il retourna chez lui et s'empressa de remettre aux pauvres le dépôt qui lui avait été confié. Quelques jours après, étant revenu à sa maison de campagne, il eut envie de revoir encore une fois le joueur extraordinaire.

Il se rendit au bois, et ne voulut être accompagné de personne. Il y trouva l'objet de sa curiosité et salua de sa révérence. Il lui demanda comment la chance avait été depuis leur première entrevue.

"Tantôt mal, tantôt bien, répondit le joueur, j'ai gagné, j'ai perdu."

—Et aujourd'hui, jouez-ce vous encore ?

—Oui, monseigneur, nous avons fait plusieurs parties.

—Et de quel côté est l'avantage ?

—Je gagne. Je fais en ce moment Dieu échec et mate pour la dixième fois.

—Et combien gagnez-vous ?

—Cinq cents guinées.

—C'est un beau gain ; mais sera-vous payé ?

—Tout-à-l'heure, monseigneur.

—Et comment Dieu s'acquitte-il envers vous ?

—Comme je fais lorsque je perds ; de même qu'il m'envoie quelqu'un pour recevoir ce qu'il me gagne, il m'envoie aussi quelqu'un pour me payer ce que j'abrit ici tombé aujourd'hui sur moi. Oh ! Dieu est d'une exactitude singulière."

Le prélat fut encore plus étonné que la première fois ; il vit alors ce qu'il devait penser de ce joueur, et que celui qu'il avait d'abord pris pour un fou, connaît pour un saint, n'était que dieu. Il était seul, l'autre était sans doute ; cinq cents guinées furent payées et j'achève que ne se vante pas de son aventure.

Le maestro P. Worlein doit l'annonce quant de sa nouvelle exposition de pianos des instruments qu'elle recommande à l'attention de tous ceux qui désirent se procurer un bon piano. Les pianos de Mathushek (non compris ceux de fabrique différente) qui lui avaient été expédiés, ont été vendus. Ces pianos de Mathushek et de Chickering, sont évidemment les plus recherchés aujourd'hui. La célébrité dans le construction (iron frame, maple beadstead around the tuning pin) les met à l'abri de toute concurrence. M. Worlein vient d'en recevoir un grand nombre, et invite ses clients à venir les voir, que ceux-ci veuillent acheter ou non.

Un habile escroc.—Un monsieur fort bien mis demandait hier à Mme Ibie, rue Richelieu, 52, pour trente-cinq francs de timbres-poste, qui lui furent remis immédiatement.

L'acheteur sortit de sa poche une enveloppe dans laquelle il enferma les timbres, puis, fouillant dans toutes ses poches, il feignit d'avoir oublié son portemonnaie. Alors il pria Mme Ible de vouloir bien garder cette enveloppe, en disant qu'il allait chercher de l'argent chez lui.

Mme Ible y consentit et, en bout d'une heure, ne voyant pas revenir son client, décacheta l'enveloppe, dans laquelle se trouvaient quelques bouts de papier.

Elle avait été la dupe d'un prestidigitateur habile et n'a eu d'autre ressource que d'aller raconter sa mésaventure au commissaire de police.

Moralité : *Caveant tabaci mercatores.*

Décédé, jeudi, 26 mai, à 7 heures et demie du soir, JOSEPH DENIS BERNARD, âgé de quatre mois, fils de F. E. Bernard et d'Elizabeth Haupt, enterré vendredi, 27 mai.

Décédée hier soir, à six heures, MARIE ODALIE, âgée de 14 mois, fille de Belmont Sarrat et d'Elmina Guillard. Les amis et connaissances de la famille sont priés d'assister à l'enterrement qui aura lieu aujourd'hui à 4 heures et demie. Le convoi partira de la rue Dumaine, No 97 où le corps est exposé.

MESSE FUNÈBRE.

Une messe sera célébrée à l'église St-Augustin, VENDREDI, 27 mai, à 7 heures moins un quart du matin, pour le repos de l'âme de feu JEAN MARIE OUBERT. Les parents, amis et connaissances sont priés d'y assister.

25 mai—3f De la part de sa mère.

Compagnie Générale Transatlantique.—Le public est informé que le vapeur GLADYSTONE partira pour le Havre directement le mercredi prochain, prendra quelques passagers de chambre et d'entrepont.

28mai—3f L. GRAND, agent.

Société d'Assistance Mutuelle de St-Maurice, (Ancienne et Vénérable.) Les Sociétaires et ceux désirant servir dans la réception religieuse organisée par le RÉVÉREND ARM STEAD, pasteur de l'Eglise "St-Maurice," sont respectueusement invités à se réunir avec leurs frères à la dite Eglise, DIMANCHE, le 29 courant, à 3 heures A. M.

De la part de
F. D. SIGNERE, Président.
28mai—2f Secrétaire.

CULLUM SPRINGS,

Au milieu à l'ouest de Hinden Springs, Ala. ouvrent aux voyageurs le 1er juin 1881. Prix : en mois, $30 ; à la semaine, $10.

Pour des renseignements, s'adresser à M. J. Rybecki, rue Dauphine 32, et à J. Alston, rue Bienville, 40, N. O. Pour plus amples informations, s'adresser à J. C. et S. C. CULLUM, Hinden Springs, Ala.

23 mai—30m

Avis.

$30,000.

Nouvelle-Orléans, 20 mai 1881.

Les soussignés certifie qu'il avait en collection pour le compte de J. F. Denham, courtier de marine, 44 Kilby St., Boston, Mass, le numéro de billet No 4,941, tirage à entière simple, classe "E," de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le Premier Gros Lot de Trente Mille Piastres, mardi, le 10 mai 1881, le dit billet ayant été encaissé au comptoir de la New England Agency, No 263 rue Washington. Boston, Mass et que le montant lui en a été payé comptant après que le dit billet eut été endossé par la Louisiana National Bank, sur présentation du billet aux bureaux de la compagnie.

Nom : T. M. WESCOAT, Agent,
Résidence : Compagnie de l'Express du Sud, Bile-Orléans, Lne.

20 mai—2f PP

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans.

MM. les Sociétaires sont prévenus que l'Assemblée générale trimestrielle aura lieu à l'asile, DIMANCHE prochain, 29 mai, à 3 heures du soir.

Ire discussion sur la proposition d'amender l'Art. 13 de la Constitution.

Par ordre du vice-président par intérim,
J. LELANC.
Le Secrétaire,
27 mai—3f

Aux Vétérans de 1812, 14 et 15.

Camerades :—Vous êtes respectueusement invités par le "Jos A. Mercer Post No 1" à vous réunir à votre champ de bataille, DIMANCHE, 29 mai 1881, pour participer à la décoration des tombeaux des soldats de l'Union. Vous vous réunirez à 9 heures du matin à la Douane à l'angle de l'Esplanade, pour vous rendre ensuite à pied au cimetière Saint Louis No 1. Tous ceux qui ont servi dans les portemont ; on se fournira en lieu de raisins, à ceux qui n'en ont pas. Le voyage, aller et retour, est gratuit.

Par ordre du post,
J. R. NOBLE.
Le Rouelle, secrétaire par intérim.
26 mai—4f.

Salle de la Compagnie de Pompe à vapeur St-Bernard No 1. —St. Bernard, 26 mai 1881.—Les officiers et les membres de cette compagnie sont notifiés qu'un meeting spécial aura lieu SAMEDI, le 28 courant, à 7 heures du soir, dans le but d'effectuer un règlement des billets. Tout billet non rendu au dit meeting sera considéré vendu et payé en dépôt des membres.

DIMANCHE, 29 mai, jour du Pique-Nique, à quatre heures P. M., aura lieu la baptême du magnifique cheval présenté à la compagnie par l'honorable Hampden Story.

Le pique grande pesonalité est requise.

Par ordre de
J. E. AUGUSTIN, Président.
F. D. SIGNERE, Secrétaire.
26 mai—2f.

Association coopérative et d'assurances mutuelles des Lotteux.—Le comité chargé des préparatifs du second grand festival que l'Association doit donner, 106 juin, à Oakland Park, rendre compte, 29 du courant, à 4 heures de l'après-midi, au Parc ci-dessus, le privilège de tenir la buvette, le restaurant, etc.

CHARLES BOTRE,
Chairman du Comité.
26 mai—2f

La maison P. Worlein doit l'annonce quant de sa nouvelle exposition de pianos des instruments qu'elle recommande à l'attention de tous ceux qui désirent se procurer un bon piano. Les pianos de Mathushek (non compris ceux de fabrique différente) qui lui avaient été expédiés, ont été vendus. Ces pianos de Mathushek et de Chickering, sont évidemment les plus recherchés aujourd'hui. La célébrité dans le construction (iron frame, maple beadstead around the tuning pin) les met à l'abri de toute concurrence. M. Worlein vient d'en recevoir un grand nombre, et invite ses clients à venir les voir, que ceux-ci veuillent acheter ou non.

Bureau de la Compagnie d'Assurance des Marchands, No 104 rue de Conti, Nlle-Orléans, 24 mai 1881.—Le quatrième intérêt dividende trimestriel de deux cents dollars pour cent sur le fonds capital de cette Compagnie sera dû et payable le premier juin prochain.

Le livre de transfert sera fermé à partir du 24 mai courant jusqu'au 1er juin 1881.

G. W. MOTT,
25 mai— Secrétaire.

Avis.

$30,000.

Nouvelle-Orléans, 20 mai 1881.

Les soussignés certifie qu'il avait en collection pour le compte de Mme Ida Bilbo, No 236 rue Miltiades, Ohio, le numéro de billet No 21414, tirage à entière simple, classe "E" de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le troisième gros lot de Cinq Mille Piastres, le dit billet ayant été encaissé au comptoir de l'Agent, à Toledo, Ohio, et que le montant lui en a été payé comptant après que le dit billet eut été endossé par la Lou